



FOURNITURES DE BUREAU POUR LES SERVICES DE LA REGION BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

**Pouvoir adjudicateur :
Région Bourgogne Franche-Comté
Centrale d'achat**

Accord-cadre à bons de commande passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2-1 R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

SOMMAIRE

CHAPITRE 1^{er} : GENERALITES

Article 1^{er} : Champ d'application

Article 2 : Définitions

Article 3 : Obligations générales des parties

Article 4 : Pièces contractuelles

Article 5 : Confidentialité - Protection des données personnelles - Mesures de sécurité

Article 6 : Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Article 7 : Protection de l'environnement, sécurité et santé

Article 8 : Réparation des dommages

Article 9 : Assurances

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

Article 10 : Prix

Article 11 : Précisions sur les modalités de règlement

Article 12 : Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance

CHAPITRE 3 : DELAIS

Article 13 : Délai d'exécution

Article 14 : Pénalités

Article 15 : Primes

CHAPITRE 4 : EXECUTION

Article 16 : Développement durable

Article 17 : Lieux d'exécution

Article 18 : Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Article 19 : Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché

Article 20 : Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

Article 21 : Livraison

Article 22 : Surveillance en usine

Article 23 : Prestations supplémentaires et modificatives

Article 24 : Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Article 25 : Clause de réexamen

Article 26 : Modalités relatives à l'exécution d'une mission de service public

CHAPITRE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE - MAINTENANCE

Article 27 : Opérations de vérification

Article 28 : Déroulement des opérations de vérification

Article 29 : Décisions après vérification

Article 30 : Admission, ajournement, réfaction et rejet

Article 31 : Transfert de propriété

Article 32 : Maintenance des prestations

Article 33 : Garantie

CHAPITRE 6 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Article 34 : Définition des résultats

Article 35 : Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

Article 36 : Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures

standards

Article 37 : Régime des résultats

CHAPITRE 7 : RESILIATION

Article 38 : Principes généraux

Article 39 : Résiliation pour événements extérieurs au marché

Article 40 : Résiliation pour événements liés au marché

Article 41 : Résiliation pour faute du titulaire

Article 42 : Résiliation pour motif d'intérêt général

Article 43 : Décompte de résiliation

Article 44 : Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché

Article 45 : Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

CHAPITRE 8 : DIFFERENDS

Article 46 : Règlement des différends entre les parties

CHAPITRE 9 : COMPLEMENTS ET DEROGATIONS AU CCAG FCS

CHAPITRE 1^{ER} : GENERALITES

Article 1 - Champ d'application

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent le marché relatif à la fourniture de bureau pour les services de la Région Bourgogne Franche Comté.

Le descriptif des fournitures figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le présent CCAP est rédigé à l'appui de l'arrêté du 30/03/2021 portant Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services et dans son dernier article les dérogations et/ou compléments.

Article 1.1 La Région Bourgogne-Franche-Comté dispose de la compétence « Centrale d'achat » et, au titre de cette compétence, est le pouvoir adjudicateur qui passe le présent accord cadre.

La consultation est réalisée au profit des adhérents de la Centrale d'achat, y compris au profit de la Région pour ses besoins propres.

La Centrale d'achat de la Région Bourgogne-Franche-Comté passe l'accord-cadre au nom et pour le compte de chacun des pouvoirs adjudicateurs susceptibles de recourir à la Centrale d'achat de la Région Bourgogne-Franche-Comté, qui sont la Région, les 129 Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (EPL) ou Etablissements Publics Locaux d'Enseignements et de Formation Professionnelle Agricole (EPLFPA) de la région Bourgogne-Franche-Comté et toutes collectivités ou entité publique du territoire de Bourgogne-Franche-Comté (Région, départements, communes, communautés de communes, ...).

Chacun des pouvoirs adjudicateurs identifiés dans l'annexe 1 du CCAP, ne deviendra partie audit accord-cadre qu'à compter de la notification écrite au titulaire, de son engagement.

La confirmation écrite de chacun des pouvoirs adjudicateurs, qui recourt à la Centrale d'achat de la Région Bourgogne-Franche-Comté pour le présent accord cadre, déclenchera sa prise d'effet entre lui et le titulaire, à compter de sa date de notification. A défaut d'une telle confirmation, l'accord cadre ne prend pas effet entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire. Cette confirmation écrite est réalisée au travers d'une lettre valant engagement du pouvoir adjudicateur à être partie à l'accord cadre ("la Lettre d'Engagement").

Par ailleurs, les pouvoirs adjudicateurs non identifiés dans les tableaux précédents, pourront, à l'issue de la présente procédure et en cours d'exécution de l'accord-cadre, y prendre parti, à compter de la notification écrite au titulaire, de leurs engagements. Toutefois, la proportion des pouvoirs adjudicateurs non identifiés en amont devra demeurer marginale et se fera au moyen d'un acte modificatif.

Le pouvoir adjudicateur qui est devenu partie à l'accord cadre dans les conditions prévues ci-avant est désigné ci-après "pouvoir adjudicateur concerné" et est responsable de l'émission des bons de commandes et de leur exécution.

Article 1.1 - Durée du marché

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de sa notification pour une durée d'un an, reconductible tacitement, trois fois pour des périodes supplémentaires d'un an chacune.

La durée maximale de l'accord-cadre est donc de 4 ans, à compter de sa notification au titulaire par la Région Bourgogne Franche-Comté, agissant en qualité de centrale d'achats.

En cas de non-reconduction, la Région Bourgogne Franche-Comté en avertira le titulaire au moins deux mois avant la date de fin de marché.

Chacun des pouvoirs adjudicateurs concernés pourra également notifier sa décision de non-reconduction, deux mois avant la date anniversaire du contrat par courrier recommandé avec accusé de réception.

La non-reconduction de l'accord-cadre n'entraîne droit au versement d'aucune indemnité au titulaire.

Article 1.2 - Fractionnement du marché

Sans objet

1.2.1 Tranches

Cette consultation ne fait pas l'objet de tranche.

1.2.2 Phases

Les prestations du présent marché ne font pas l'objet de phases distinctes.

Article 2 - Définitions

- l'« acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, soit dans le cas présent, la Région Bourgogne Franche-Comté.

Les définitions des termes du présent CCAP sont énoncées à l'article 2 du CCAG FCS.

Article 3 – Obligations générales des parties

Article 3.1 - Forme des notifications et informations

3.1.1 – En complément de l'article 3.1.1. du CCAG FCS, la notification des informations qui font courir un délai sera réalisée par priorité par échange dématérialisé via le profil d'acheteur de la Région Bourgogne Franche-Comté avec accusé réception électronique, sinon sur support papier, avec si nécessaire un AR.

La notification du présent marché, et ses éventuels actes modificatifs, sera effectuée par le service de la commande publique et se fera par voie électronique à l'adresse du dépôt de son offre sur Territoires numériques. Cette notification comprendra les pièces constitutives du marché et notamment l'acte d'engagement signé électroniquement des deux parties, ainsi qu'une lettre de notification signée électroniquement.

La notification vaut ordre de service de démarrage ou à défaut la date de démarrage indiquée dans le courrier de notification du marché.

3.1.2 – Par dérogation à l'article 3.1.2. du CCAG FCS, les parties sont réputées avoir reçu cette notification, à défaut de consultation dans un délai de 2 jours ouvrés, à compter de la mise à disposition du document sur le profil acheteur à l'issue de ce délai.

La notification du présent marché, et ses éventuels actes modificatifs, sera effectuée par le service de la commande publique de la direction des achats et se fera par voie électronique à l'adresse du dépôt de son offre sur Territoires numériques.

Cette notification comprendra les pièces constitutives du marché et notamment l'acte d'engagement signé électroniquement des deux parties, ainsi qu'une lettre de notification signée électroniquement.

Article 3.2 – Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

3.2.1 - Les dispositions de l'article 3.2.1 du CCAG FCS sont applicables dans le cadre du respect des délais définis à l'article 13 du présent CCAP.

3.2.2 à 3.2.6 - Les dispositions des articles 3.2.2. à 3.2.6 du CCAG FCS sont applicables.

Article 3.3 – Représentation de l'acheteur

Le représentant de la Région Bourgogne Franche-Comté désigné pour suivre ce marché est le chef de service intérieur et logistique.

Les fonctions de la région disposant de la délégation de signature pour engager la collectivité sont le directeur général des services, le directeur général adjoint du pôle ressources, le directeur des moyens généraux.

Article 3.4 – Représentation du titulaire et obligations d'informations relatives au titulaire

3.4.1 et 3.4.2 - Les dispositions des article 3.4.1. et 3.4.2 du CCAG FCS sont applicables.

3.4.3 – Sans objet

Article 3.5 – Groupement d'opérateurs économiques

3.5.1 - Les dispositions de l'article 3.5.1 du CCAG FCS sont applicables.

3.5.2 - Quelle que soit la forme du groupement retenue par le candidat, le mandataire devra obligatoirement être responsable solidairement de l'ensemble des autres membres du groupement.

3.5.3 - Les dispositions de l'article 3.5.3 du CCAG FCS sont applicables.

3.5.4 – En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG FCS, la Région Bourgogne Franche-Comté se réserve la possibilité, si les circonstances le justifient, de réduire le délai à trois jours, à compter de la notification de la mise en demeure, pour le remplacement du mandataire par le contractant exécutant la part financière, restant à réaliser, la plus importante à la date de cette modification.

Article 3.6 – Sous-traitance

En application de l'article L2193-1 du CCP, seuls les marchés de prestations de services et les marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose peuvent faire l'objet d'une sous-traitance.

En application des articles L2193-2 et 4 du CCP, le titulaire et/ou l'un de ses cotraitants, ne peut sous-traiter qu'une partie de son marché et ceci après autorisation préalable expresse de l'acheteur.

3.6.1 - Les dispositions de l'article 3.6.1 du CCAG FCS sont applicables.

3.6.2 – Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire, uniquement, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant. Le titulaire sera chargé de communiquer une copie de cette notification à ses sous-traitants.

3.6.3 - Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG FCS, le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses modifications éventuelles à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance de 3 jours ouvrés courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/1000ème du montant hors taxes du marché ou de la tranche concernée éventuellement modifiée, ou à défaut du montant du bon de commande concerné.

Article 3.7 – Bons de commande

3.7.1 à 3.7.5 - Les dispositions des articles 3.7.1 à 3.7.5 du CCAG FCS sont applicables.

Outre l'émission des commandes via le portail dématérialisé du titulaire prévu à l'article 2 du CCTP, il est les bons de commandes seront émis et adressés au titulaire au fur et à mesure de l'apparition des besoins, par la Région Bourgogne Franche-Comté ou chacun des pouvoirs adjudicateurs concernés.

Ces bons de commande seront signés par une personne habilitée à engager :

- la Région : le Directeur Général des Services, le Directeur Général Adjoint du Pôle Ressources, le Directeur ou son adjoint de la Direction des moyens généraux
- les pouvoirs adjudicateurs concernés

Les bons de commande émis devront comporter les mentions suivantes :

- L'identification du pouvoir adjudicateur et son adresse de facturation,
- Le numéro du présent accord-cadre,
- la date et le numéro de l'accord-cadre,
- Le numéro du bon de commande,
- le montant du bon de commande,
- les lieux de livraison des prestations, dont le retrait comptoir,
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- La nature des fournitures commandées,
- Les prix unitaires des produits
- Le taux de remise catalogue, le cas échéant,
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais de livraison, pour les produits spécifiques.

Article 3.8 – Ordres de service

3.8.1 à 3.8.4 - Les dispositions des articles 3.8.1 à 3.8.4 du CCAG FCS sont applicables.

En complément des dispositions de l'article 3.8 du CCAG FCS, la notification des ordres de services sera réalisée par priorité par échange dématérialisé avec accusé réception électronique, via le profil acheteur de la Région Bourgogne Franche-Comté, sinon sur support papier, avec si nécessaire un AR.

Article 4 – Pièces contractuelles

4.1 – Ordre de priorité

Il est entièrement dérogé à l'article 4.1 du CCAG FCS. Cet article est remplacé par les dispositions suivantes : en cas de contradiction des stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'Acte d'Engagement (A.E.),
- le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.),
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ..
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G.-F.C.S.), consultable en cliquant sur le lien suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- l'offre technique du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et les modifications de marché le cas échéant, postérieurs à la notification du marché,
- les bons de commandes émis sur la base de l'accord-cadre.

4.2 – Pièces à remettre au titulaire. Cession ou nantissement de créances

4.2.1 – Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché effectuée suivant les modalités de l'article 3.1.1 du présent CCAP, comprend les seuls fichiers électroniques, délivrés sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces particulières constitutives du marché.

4.2.2. Les dispositions de l'article 4.2.2 du CCAG FCS sont applicables.

Article 5 – Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité

Article 5.1 – Obligation de confidentialité

5.1.1 à 5.1.4 - Les dispositions des articles 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG FCS sont applicables.

Article 5.2 – Protection des données à caractère personnel

Sans objet

Article 5.3 – Mesures de sécurité

Les dispositions de l'article 5.3 du CCAG FCS sont applicables.

Article 5.4 – Information des sous-traitants

Les dispositions de l'article 5.4 du CCAG FCS sont applicables

Article 6 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

6.1 - Les dispositions de l'article 6.1 du CCAG FCS sont applicables.

6.2 – Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles sont demandées par le titulaire, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnant lieu à la signature d'un d'acte modificatif unilatéral, par la Région Bourgogne Franche-Comté.

6.3 et 6.4 - Les dispositions des articles 6.3 et 6.4 du CCAG FCS sont applicables.

Article 7 – Protection de l'environnement, sécurité et santé

7.1 - Les dispositions de l'article 7.1 du CCAG FCS sont applicables.

7.2 – Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de l'environnement, la sécurité ou la santé en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles sont demandées par le titulaire, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnant lieu à la signature d'un d'acte modificatif unilatéral, par la Région Bourgogne Franche-Comté.

Article 8 – Réparation des dommages

8.1 à 8.3 - Les dispositions des articles 8.1 à 8.3 du CCAG FCS sont applicables.

Article 9 – Assurances

9.1 - Les dispositions de l'article 9.1 du CCAG FCS sont applicables.

9.2 - Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, le titulaire devra produire l'attestation d'assurance, à l'appui de son offre ou au plus tard avant la notification du marché. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

Article 10 – Prix

Article 10.1 – Règles générales

En complément de l'article 10.1 du CCAG FCS, les prestations faisant l'objet du présent marché seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) et du catalogue avec les taux de remise proposées par le titulaire.

10.1.1 - Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG FCS, les prix sont définitifs et fermes pour la première année d'exécution du marché, puis révisables annuellement en cas de reconduction, dans les conditions définies au 10.2.2., ci-après.

10.1.2 - Actualisation des prix

Sans objet

10.1.3 - Contenu des prix

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont établis hors TVA et en euros. Ils sont réputés comprendre, outre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation, tous les frais afférents à une réalisation de prestation complète et toutes les charges liées à l'exécution de la prestation et notamment les frais liés à la livraison.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

10.1.4 - Marché comportant des prestations de maintenance

Sans objet

Article 10.2 – Détermination du prix de règlement

10.2.1 - Les dispositions de l'article 10.2.1 du CCAG FCS sont applicables.

10.2.2 - Modalités de révision des prix

En complément de l'article 10.2.2 du CCAG FCS, l'index de référence "I" choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations est l'index national ci-après :

N° DU LOT	INDEX CORRESPONDANT
Unique	Indice 001765036 annuel des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 09.5.4.9.2 - Autres fournitures scolaires et de bureau

Les prix du bordereau des prix sont révisables, annuellement conformément aux modalités définies ci-dessous et en application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + (0,85I_n/I_0)]$$

Observations : La révision des prix du BPU étant basé sur un indice public national, le titulaire du marché, en acceptant les clauses du présent marché, accepte la révision du marché à la hausse comme à la baisse sans renonciation ou indemnisation possible en cas de baisse.

dans laquelle, par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG FCS :

P = prix révisé HT

P_0 = prix initial HT du marché établi aux conditions économiques du mois M_0 , mois d'établissement de l'offre.

I_0 = Indice de référence publié par l'INSEE au mois M_0 , mois d'établissement de l'offre.

I_n = Valeur de l'indice de référence publié par l'INSEE, 3 mois avant le mois au cours duquel intervient le calcul de la révision (décalage de 3 mois de parution des valeurs d'indices).

Le calcul de la révision annuelle, interviendra à chaque date anniversaire suivant la notification du marché.

Les prix ainsi révisés redeviendront fermes pour toute l'année en cours.

Le titulaire adressera à la Région, le calcul de révision des prix du marché, à compter de la date anniversaire de notification. Sans observation de la Collectivité dans un délai de 15 jours à compter de sa réception, le calcul de révision est réputé accepté. A défaut de notification par le titulaire, la Région se substituera au titulaire pour le calcul de révision et lui notifiera le BPU révisé.

Si, en cours de marché, la publication de l'indice devait cesser, il sera fait application, du coefficient de raccordement inhérent à l'indice de substitution défini, sans établissement d'un acte modificatif. En revanche, quand plusieurs séries correspondantes sont proposées, le choix de la série correspondante doit faire l'objet d'un acte modificatif unilatéral.

Les prix du catalogue sont révisables, conformément aux modalités définies ci-dessous :

L'ajustement est limité à 5% (en plus) par an et par prix.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à notifier au service des achats et à la direction des Moyens Généraux de la Région et à chacun des pouvoirs adjudicateurs concernés à chaque date anniversaire du contrat, par tout moyen permettant d'accuser date de réception certaine, le catalogue tarifaire actualisé et à produire tout justificatif utile, avec un préavis de 1 mois minimum avant la date de son entrée en vigueur.

Sans notification du titulaire avant 30 jours à compter de la date anniversaire, les prix du catalogue seront reconduits à l'identique pour une année supplémentaire.

10.2.3 et 10.2.4 - Les dispositions des articles 10.2.3 et 10.2.4 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 11 : Précisions sur les modalités de règlement

Article 11.1 – Avance

Par dérogation à l'article 11.1. du CCAG FCS, l'option retenue dans le cadre du présent marché est l'option B.

Sauf mention contraire, stipulée par le titulaire, à l'acte d'engagement, en application des articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique et notamment son article R2191-16, l'avance sera accordée au titulaire lorsque la Région ou un des pouvoirs adjudicateurs concernés, émettra un bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT assorti d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique, modifié par le décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019, le montant de l'avance est fixé à :

- pour les TPE -PME :

- ✓ 10 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande

- pour les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises :

- ✓ 5 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Le montant de l'avance est fixe et ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Il n'est pas exigé la constitution d'une garantie à première demande pour le montant total de l'avance accordée.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la Commande Publique.

Article 11.2 – Acomptes

En complément de l'article 11.2 du CCAG FCS, la périodicité des acomptes est définie comme suit :

Les paiements seront effectués après réception et acceptation des fournitures au vu de la facture et du bon de livraison.

Article 11.3 – Contenu de la demande de paiement

11.3.1 - Les dispositions de l'article 11.3.1 du CCAG FCS sont applicables.

11.3.2 - En complément de l'article 11.3.2 du C.C.A.G-FCS la facture afférente au paiement portera outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et l'intitulé du marché,
- les nom et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal,
- le prix unitaire des fournitures, tel qu'indiqué au bordereau des prix unitaires ou au catalogue, assorti des quantités,
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application de coefficients de révisions de prix,
- en cas de groupement conjoint, pour chacun des membres, le montant des prestations effectuées,

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché,
- le montant HT de la prestation exécutée, le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date de facturation.

11.3.3 à 11.3.7 - Les dispositions des articles 11.3.3 à 11.3.7 du CCAG FCS sont applicables.

Article 11.4 – Calcul du montant dû par l'acheteur au titre des prestations fournies

11.4.1 - Sans objet

11.4.2 - Sans objet

Articles 11.5 à 11.7 : Les dispositions des articles 11.5 à 11.7 du CCAG FCS sont applicables

Article 11.8 – Facturation électronique

11.8.1 - En complément de l'article 11.8.1 du CCAG FCS et conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique relatifs à la facturation électronique, les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics doivent transmettre leurs factures sous forme électronique.

11.8.2 - En complément de l'article 11.8.2. du CCAG FCS, la solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat et dénommée « CHORUS PRO », permet le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique. Dans le cadre du présent marché, il est impératif que les champs suivants soient renseignés correctement dans l'application Chorus Pro lors du dépôt de vos factures dématérialisées :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la Région Bourgogne-Franche-Comté en tant que destinataire de la facture : **200 053 726 00028**,
- La référence que vous devrez saisir dans le champ « **Engagement** » de CHORUS PRO : Exxxxx : cette référence sera mentionnée sur les différents bons de commande émis dans le champ « référence à rappeler ».

Article 11.9 – Délais de paiement et intérêts moratoires

11.9.1. Délais de paiement

La Région s'engage à respecter les délais et conditions d'indemnisation fixés par la loi n°2013-100 du 28/01/2013 et les articles L2192-10 et R2192-10 à 36 du CCP.

La Région s'engage, en application de l'article R2192-10 du CCP sur un délai global de paiement de 30 jours décomptés de la date de réception de la demande de paiement à la Région.

11.9.2. Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires courent de plein droit, et sans autre formalité, dans le cas où le délai de paiement fixé à l'article précédent est dépassé. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (40 €) prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 s'applique automatiquement.

ARTICLE 12 : Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance

Article 12.1 – Groupement d'opérateurs économiques

12.1.1 - Les dispositions de l'article 12.1.1 du CCAG FCS sont applicables.

12.1.2 - Les dispositions de l'article 12.1.2 du CCAG FCS sont applicables.

12.1.3 et 12.1.4 - Les dispositions des articles 12.1.3 et 12.1.4 du CCAG FCS sont applicables.

Article 12.2 – Sous-traitants

Les dispositions de l'article 12.2 du CCAG FCS sont applicables.

CHAPITRE 3 : DELAIS

ARTICLE 13 : Délai d'exécution

Les modalités d'exécution du marché sont décrites à l'article 2 du CCTP.

Article 13.1 – Début du délai d'exécution

13.1.1 - Les dispositions de l'article 13.1.1 du CCAG FCS sont applicables.

13.1.2. et 13.1.3 - Les dispositions des articles 13.1.2 et 13.1.3 du CCAG FCS sont applicables.

Articles 13.2 et 13.3 - Les dispositions des articles 13.2 et 13.3 du CCAG FCS sont applicables

ARTICLE 14 : Pénalités

14.1 - Pénalités pour retard

14.1.1 - Le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans le respect des délais définis au présent marché.

Dans le cas contraire, par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG FCS, des pénalités de retard seront appliquées, **après mise en demeure**, suivant les modalités de calcul définies ci-après :

$$P = V \times (R / 500)$$

Où :

P est le montant de la pénalité,

V est la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard.

R est le nombre de jours de retard (Le décompte des jours de retard est calculé à compter du lendemain de l'expiration du délai d'exécution des prestations, tel que défini dans le présent document. Il prend fin à la date de remise effective du (ou des) document(s) ou à la réception effective de la prestation, ce jour étant inclus dans le délai).

14.1.2 - Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant des pénalités de retard n'est pas limité au seuil de 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

14.1.3 - Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération n'aura lieu en cas de montant de pénalité, inférieur à 1 000 € HT.

14.2 - Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance

Sans objet

14.3 - Pénalités pour non-respect des prescriptions du marché

En complément de l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de réaliser sa prestation selon les prescriptions du présent marché.

Les agents de la Région veilleront à la bonne réalisation de la prestation. En cas de constats de manquements dans la réalisation de la prestation, un premier avertissement de non-conformité sera adressé par la Région Bourgogne Franche Comté par le biais d'un mail rappelant au titulaire les obligations contractuelles défaillantes au regard des préconisations formulées lors des contrôles et bilans effectués par les agents de la Région.

En cas de non mise en conformité suite au premier avertissement, la Région adressera une mise en demeure indiquant ses griefs et les délais pour remédier à la situation. En cas de non réponse à cette mise en demeure ou de situation inchangée au-delà de ce délai, la Région appliquera une pénalité de 150€ HT sur le montant de la notification initiale par jour de retard avec obligation de réaliser la prestation conforme.

En application de l'article 45 du C.C.A.G-FCS, si le titulaire n'exécute pas complètement sa prestation, le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté se réserve le droit de faire exécuter par une autre personne cette prestation aux frais et risques du titulaire.

14.4 - Pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

En complément de l'article 14 du CCAG FCS et conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il s'expose au paiement de la pénalité prévue ci-dessous :

Montant de la pénalité :

- 10% du montant minimum du marché ;
- ce montant ne pourra toutefois pas excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Si, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire n'a pas mis fin à la situation litigieuse, la Région Bourgogne-Franche-Comté pourra soit appliquer la présente pénalité, soit résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

14.5 - Pénalité pour non-respect de la protection des données à caractère personnel

Sans objet

ARTICLE 15 : Primes

Sans objet

CHAPITRE 4 : EXECUTION

ARTICLE 16 : Développement durable

16.1 et 16.2 - Les dispositions des articles 16.1 et 16.2 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 17 : Lieux d'exécution

17.1 et 17.2 - Les dispositions des articles 17.1 et 17.2 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 18 : Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

18.1 à 18.7 - Les dispositions des articles 18.1 à 18.7 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 19 : Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché

Sans objet

ARTICLE 20 : Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

20.1 - Stockage

Sans objet

20.2 à 20.4 - Les dispositions des articles 20.2 à 20.4 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 21 : Livraison

En complément de l'article 21 du CCAG FCS, les modalités de livraison sont prévues à l'article 2.2 du CCTP.

21.1 à 21.3 - Les dispositions des articles 21.1 à 21.3 du CCAG FCS sont applicables

21.4 - Les dispositions de l'article 21.4 du CCAG FCS sont applicables

21.5 - Les dispositions de l'article 21.5 du CCAG FCS sont applicables

ARTICLE 22 : Surveillance en usine

Sans objet

ARTICLE 23 : Prestations supplémentaires ou modificatives

23.1 - Par dérogation à l'article 23.1 du CCAG FCS et en application des articles R2194-2 à R2194-9 du Code de la Commande Publique, des modifications ou prestations supplémentaires pourront être apportées au contrat par l'acheteur, par voie d'avenant ou acte modificatif unilatéral.

23.2 - Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG FCS, les prix nouveaux pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives seront fixés par avenant ou acte modificatif unilatéral.

23.3 -Par dérogation à l'article 23.3. du CCAG FCS, le présent marché ne prévoit pas de mise en œuvre de prix provisoires par ordre de service.

23.4 - Par dérogation à l'article 23.4 du CCAG FCS, cet article est sans objet au regard des dispositions du 23.2 sus visé.

En application de l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, un marché de fournitures complémentaires pourra être conclu si nécessaire par la Région Bourgogne-Franche-Comté.

ARTICLE 24 : Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

24.1 et 24.2 - Les dispositions des articles 24.1 et 24.2 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 25 : Clause de réexamen

Les dispositions de l'article 25 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 26 : Modalités relatives à l'exécution d'une mission de service public

26.1 – Respect des principes de laïcité et de neutralité

Sans objet

26.2 - Données indispensables à l'exécution d'une mission de service public

Sans objet

CHAPITRE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS - GARANTIE - MAINTENANCE

ARTICLE 27 : Opérations de vérification

27.1 à 27.3 - Les dispositions des articles 27.1 à 27.3 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 28 : Déroulement des opérations de vérification

28.1 et 28.2 - Les dispositions des articles 28.1 et 28.2 du CCAG FCS sont applicables.

28.3 - Les dispositions de l'article 28.3 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 29 : Décisions après vérifications

29.1 et 29.2 - Les dispositions des articles 29.1 et 29.2 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 30 : Admission, réfaction ou rejet

30.1 à 30.5 - Les dispositions des articles 30.1 à 30.5 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 31 : Transfert de propriété

Les dispositions de l'article 31 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 32 : Maintenance des prestations

Sans objet

ARTICLE 33 : Garantie

Sans objet

CHAPITRE 6 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

ARTICLES 34 à 37 : Sans objet

CHAPITRE 7 : RESILIATION

ARTICLE 38 : Principes généraux

Les dispositions de l'article 38 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 39 : Résiliation pour évènements extérieurs au marché

Les dispositions de l'article 39 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 40 : Résiliation pour événements liés au marché

Les dispositions de l'article 40 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 41 : Résiliation pour faute du titulaire

41.1 à 41.3 - Les dispositions des articles 41.1 à 41.3 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 42 : Résiliation pour motif d'intérêt général

Les dispositions de l'article 42 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 43 : Décompte de résiliation

43.1 à 43.5 - Les dispositions des articles 43.1 à 43.5 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 44 : Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché

Les dispositions de l'article 44 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 45 : Exécution aux frais et risques du titulaire

45.1 à 45.3 - Les dispositions des articles 45.1 à 45.3 du CCAG FCS sont applicables.

45.4 - En complément de l'article 45.4 du CCAG FCS, en cas de résiliation aux frais et risques, les excédents sont réputés comprendre les frais de lancement de la nouvelle consultation (notamment les frais de publication), le surcoût résultant de la passation du marché de substitution déterminé par la différence entre le montant notifié du nouveau marché et le montant des prestations restant à réaliser tel qu'arrêté dans le décompte de résiliation, ainsi que des frais administratifs divers.

Les surcoûts sont prélevés sur les sommes restant à régler, ou à défaut font l'objet d'un titre de recette, sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

CHAPITRE 8 : DIFFERENDS

ARTICLE 46 : Règlement des différends entre les parties

46.1 à 46.3 - Les dispositions des articles 46.1 à 46.3 du CCAG FCS sont applicables.

46.4 - Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG FCS, tout différend qui ne serait pas réglé après mise en œuvre des modalités définies aux articles 46.1 à 46.3 énoncés ci-avant, le Tribunal Administratif de Besançon sera seul compétent pour connaître le contentieux et le droit français, seul applicable.

46.5 - Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG FCS sont applicables.

CHAPITRE 9 : COMPLEMENTS ET DEROGATIONS AU CCAG-FCS

DEROGATIONS		COMPLEMENTS	
Articles du CCAP dérogeant au CCAG FCS	Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé par le présent CCAP	Articles du CCAP en complément du CCAG FCS	Articles du CCAG FCS complétés par le CCAP
Article 3.1.2	Article 3.1.2	Article 3.1.1	Article 3.1.1
Article 3.5.4	Article 3.5.4	Article 3.8	Article 3.8
Article 3.6.2	Article 3.6.2	Article 10.1	Article 10.1
Article 3.6.3	Article 3.6.3	Article 10.1.3	Article 10.1.3
Article 4.1	Article 4.1	Article 10.2.2	Article 10.2.2
Article 4.2.1	Article 4.2.1	Article 11.2	Article 11.2
Article 6.2	Article 6.2	Article 11.3.2	Article 11.3.2
Article 7.2	Article 7.2	Article 11.8.1	Article 11.8.1
Article 9.2	Article 9.2	Article 11.8.2	Article 11.8.2
Article 10.1.1	Article 10.1.1	Article 14.3	Article 14
Article 11.1	Article 11.1	Article 14.4	Article 14
Article 14.1.1	Article 14.1.1	Article 21	Article 21
Article 14.1.2	Article 14.1.2	Article 45.4	Article 45.4
Article 14.1.3	Article 14.1.3		
Article 23.1	Article 23.1		
Article 23.2	Article 23.2		
Article 23.3	Article 23.3		
Article 23.4	Article 23.4		
Article 46.4	Article 46.4		